

Énergie : le mieux est l'ennemi du bien !

Dominique Mockly*

@ 66474

À l'heure où la politique de transition énergétique française est en débat, cet article propose de replacer les questions énergétiques dans une approche comparée en analysant les grands équilibres mondiaux établis entre impératif écologique et réalités économiques. Compte tenu du rôle qu'occupe aujourd'hui l'énergie dans nos sociétés, quelques pistes sont proposées pour accélérer notre transition vers un monde plus rapidement écoresponsable et respectueux des équilibres de nos sociétés. Dans ce contexte, le gaz paraît être une composante indispensable du mix énergétique d'aujourd'hui et de demain, car il rend ces transitions crédibles au plan économique et « supportables » par notre société. Cet article reprend de nombreux arguments de l'essai publié par l'auteur aux éditions Débats Publics intitulé Le Pari du gaz.

L'énergie, un bien indispensable à la mondialisation de l'économie, à la dynamique et à l'équilibre de nos sociétés et dont les nouvelles équations économiques ne sont pas suffisamment posées

Indispensable et hautement capitalistique

Le premier constat de ce début du XXI^e siècle est l'omniprésence de l'énergie sous toutes ses formes et son caractère absolument nécessaire au maintien de nos modes de vie.

Cette omniprésence ne va pas de soi, car l'énergie, surtout quand elle se présente sous sa forme ultime ou la plus élaborée comme l'électricité, devient un bien structurel et invisible comme peut l'être l'oxygène que nous respirons, comme les ondes que nous émettons. Elle est là sans être là, plus personne ne s'interroge sur la façon dont elle a été produite. Et pourtant, l'énergie ne naît pas naturellement. Elle est le fruit de transformations

parfois complexes, qui s'appuient sur des opérations de nature industrielle mettant en œuvre très souvent des outils sophistiqués et hautement capitalistiques, tant en ce qui concerne les moyens de production des énergies primaires et secondaires que le transport, le stockage et la distribution. Or, et c'est bien là l'une des questions cruciales de la vitesse avec laquelle cet outil peut s'adapter : les systèmes capitalistiques n'aiment pas les incertitudes, les évolutions rapides et encore moins les ruptures.

Omniprésente, bien que souvent invisible, l'énergie est également le moteur du système logistique de la société de consommation. Pas de production, de transport, de données, de communications, d'agriculture et de bien-être sans énergie. Là aussi, la machine est tellement bien rodée qu'on en oublierait presque que notre vie de tous les jours dépend d'un approvisionnement énergétique sans lequel rien ne serait possible.

Car la disponibilité continue de l'énergie est, en outre, une condition *sine qua non* de nos modes de vie. Pas de téléphones portables,

* Teréga (cf. biographies p. 79-80).

pas d'internet, pas de spectacles, pas de loisirs, pas de voyages, pas de travail, pas de logements salubres sans le soutien permanent d'une source d'énergie primaire ou secondaire. Le niveau d'accessibilité à une source d'énergie est ainsi devenu le facteur premier du niveau de vie et de développement des sociétés modernes. Ce n'est pas anodin si l'Afrique, qui représente 15 % de la population mondiale, ne pèse que pour 3 % dans la consommation énergétique mondiale.

Élément d'équilibre et de redistribution

Le second constat est que l'énergie est également — pour peu que soient mises en place des taxations efficaces — une importante source de revenus pour les États comme pour les entreprises.

À titre d'exemple, en France, la taxe principale qui pèse sur l'énergie, la TICPE, participe au financement de l'État et des collectivités territoriales à hauteur de 26 Mds € chaque année (<http://www.financespubliques.fr/glossaire/terme/TICPE/>), faisant de la TICPE la quatrième recette fiscale de l'État, derrière la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés. De leur côté, les consommateurs de gaz ont vu aussi leur facture augmenter significativement ces dernières années via la TICGN, avec l'intégration de la «composante carbone».

Le prix de l'énergie en France varie par ailleurs en fonction de son utilisation. D'abord parce que les prix dépendent des quantités achetées, mais également, car le jeu des taxes permet de faire supporter plus à certains qu'à d'autres. La question de la juste répartition de la charge fiscale liée à la taxation des activités polluantes a d'ailleurs été au cœur des revendications des «gilets jaunes», et ce dès le début du mouvement à la fin de l'année dernière.

Enfin, sous réserve de créer les conditions de marché via des régulations et connexions ou des interconnexions, l'énergie bouscule les frontières.

Vecteur de dynamisme

Le troisième constat est que l'énergie est également un formidable accélérateur dans les évolutions de société, car elle vit en symbiose avec elle.

À titre d'exemple, énergie et digitalisation font très bon ménage — énergie et innovation s'enrichissent l'une de l'autre. Les batteries optimisées permettent de nouveaux usages qui eux-mêmes introduisent de nouveaux comportements; sans cette miniaturisation de l'énergie, les dynamiques actuelles de nos sociétés ne seraient pas ce qu'elles sont.

Porteur d'une demande certainement croissante

Le quatrième constat est que l'énergie va devoir répondre à de nouveaux besoins. Malgré la nécessité de tendre vers davantage de sobriété dans nos modes de consommation, la demande énergétique a de fortes chances de croître au cours des prochaines années.

Le monde des données en est un bon exemple. À l'image du cerveau, dont la capacité de calcul est de quelques pétaoctets et la consommation d'énergie d'environ 20 Watts (soit 20 % de l'énergie produite par le corps humain pour seulement 2 % de son poids), la demande énergétique liée à l'intelligence collective augmentera de façon significative d'ici 2030.

En outre, à l'échelle du globe, l'amélioration du niveau de vie moyen des êtres humains entraînera une demande d'énergie significative, d'autant que les populations concernées habitent dans des régions tropicales et subtropicales. La demande énergétique y sera en outre beaucoup plus intense et continue qu'on ne l'imagine aujourd'hui, dans la mesure où le niveau des températures commandera par exemple la mise en place de systèmes de climatisation fonctionnant jour et nuit.

Au regard de ces multiples tendances, l'énergie apparaît donc comme un élément

systemique et déterminant pour l'avenir de nos sociétés. Les implications économiques, politiques, géopolitiques, sociétales et technologiques qui découlent des besoins et des évolutions énergétiques sont d'ailleurs porteuses de nouvelles complexités. Notamment parce que ces différentes dimensions sont interdépendantes, ce qui signifie que toucher à l'une d'entre elles a nécessairement des répercussions sur les autres. C'est pourquoi les évolutions et les transitions à l'œuvre en matière de politique énergétique doivent être évaluées non seulement au regard de l'objectif premier qu'elles poursuivent (moins d'émissions de CO₂), mais aussi au regard de leur pertinence au plan économique. Comment en effet juger de façon certaine une solution quand son référentiel de coût dépend de multiples facteurs : coûts directs de la production, coûts logistiques, coûts des externalités écologiques et sociales, sans oublier le coût des subventions de la transition ?

De nombreux pays comme l'Italie, l'Espagne, la République tchèque ont, en leur temps, fait des choix qui n'étaient pas tenables pour leurs modèles économiques. Plus récemment, le choix fait par l'Allemagne de fonctionner avec du charbon et des énergies renouvelables subventionnées s'est révélé globalement plus émetteur de gaz à effet de serre que le modèle précédent, mais il revient aussi à asphyxier économiquement les systèmes électriques des voisins de l'Allemagne.

Il est donc essentiel, malgré les complexités liées à ces interdépendances, de poser la question des équations économiques de la transition énergétique. En d'autres termes, il s'agit d'évaluer en toute transparence la soutenabilité économique des choix énergétiques effectués et, ce, tant au niveau des régions que des États et de l'Union européenne. Ces questions ne sont pas suffisamment abordées par les États, elles sont pourtant fondamentales !

Malgré le développement rapide de solutions écoresponsables, les grandes régions du monde restent encore fortement utilisatrices d'énergies traditionnelles

Si l'on observe les choix énergétiques à l'échelle de la planète, ceux-ci reposent encore pour l'essentiel sur quatre grands facteurs : la compétitivité, la disponibilité, l'adaptabilité et la durabilité au sens sociétal du terme.

Il en résulte de vraies inflexions impulsées par les contraintes environnementales, mais, en même temps, une grande résilience des deux énergies les plus polluantes : le charbon pour la production énergétique et les produits pétroliers pour la mobilité. Cela n'est pas surprenant, car dans les dynamiques de développement, le facteur de la compétitivité industrielle demeure primordial dans nos systèmes économiques.

De vraies inflexions

En matière énergétique, de vraies inflexions ont été enclenchées partout sur la planète. Ces « dynamiques de changement » ne sont pas toutes identiques, car elles prennent en compte des spécificités locales : stade de développement — démographie — disponibilité des ressources — culture et histoire.

Ces inflexions sont nécessaires pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre dans un monde où doivent être conciliées d'un côté, une hausse tendancielle de la demande d'énergie tirée par la croissance économique et démographique et, de l'autre, un effort en faveur de davantage d'efficacité énergétique.

Ainsi, dans les zones en forte croissance et donc où la demande énergétique va de pair, les choix sont assez hétérogènes, à la fois modernes et passéistes. Si l'Asie et notamment la Chine se tournent résolument vers les renouvelables et les véhicules électriques, ce n'est que la lutte contre les particules fines

qui fera renoncer la Chine ou l'Inde à la production électrique à base de charbon. Car en arrière-plan d'une volonté affichée par exemple en Chine de développement d'un parc de véhicules électriques, ce sont bien pour l'essentiel des centrales thermiques qui produisent encore l'électricité nécessaire à la mobilité propre chinoise (trains à grande vitesse, véhicules individuels, etc.). Cette tendance à l'utilisation intense du charbon est bien sûr contrebalancée par le développement des parcs solaires et par la croissance du gaz naturel dont la demande a cru de 15 % en 2017 et qui a continué de croître en 2018. À noter qu'à l'horizon 2030, la part du gaz devrait représenter 15 % dans le mix chinois. Mais cette tendance ne pèse pas encore suffisamment dans le bouquet énergétique de la 2^e puissance économique mondiale. D'autant que la Chine questionne en permanence sa politique de subvention des énergies renouvelables et avance certes, mais prudemment sur le nucléaire...

L'Afrique quant à elle ne pèse pas encore beaucoup dans la consommation d'énergie mondiale. Avec une projection de 2,4 Mds d'habitants à l'horizon 2050, son influence sur les équilibres climatiques s'avérera déterminante dans les prochaines décennies. À horizon 2030, les experts s'accordent pour dire que son mix sera pour l'essentiel composé de gaz, de renouvelables et de biomasse. Avec un peu plus de 1 milliard d'habitants à l'heure actuelle et une énergie pour l'essentiel d'origine «biomasse», comment imaginer que les États de ce continent n'aient pas recours au charbon pour accompagner la hausse de la consommation d'énergie? L'évolution du mix énergétique africain dépendra en outre des perspectives de localisation de la croissance démographique et de l'évolution des flux migratoires.

L'Inde constitue sans doute le point d'interrogation le plus important, notamment en matière de modes de production d'énergie. Qui peut prédire ses évolutions? Certes, des installations renouvelables se développent, mais, dans l'ensemble, la consommation de

charbon et de pétrole reste en tête du palmarès pour l'énergie et les transports.

Enfin, si les pays de l'OCDE sont en pleine évolution, l'Europe se caractérise par des choix énergétiques particulièrement hétérogènes : tout électrique nucléaire et renouvelable en France, charbon et renouvelable en Allemagne, gaz, nucléaire et renouvelable au Royaume-Uni, renouvelable et gaz dans les pays du Nord et les pays du Sud de l'Europe. S'agissant des deux poids lourds industriels que sont l'Allemagne et la Pologne, c'est au charbon qu'ils recourent encore massivement, au risque de mettre en péril les objectifs fixés à horizon 2030. Quant aux États-Unis, au Japon et à la Corée du Sud, soit par choix, soit par manque d'alternative, leur choix se tourne de plus en plus vers le gaz naturel. La Russie enfin table sur le gaz et l'énergie nucléaire.

Deux approches de l'éco-compétitivité : l'Allemagne et les États-Unis

On le voit, la compétitivité industrielle passe encore et pour longtemps avant l'objectif écologique, tant ce critère est gage de stabilité pour un certain nombre de ces pays. En outre, la sécurité d'approvisionnement constitue aussi un paramètre majeur, notamment au regard de ses implications géopolitiques. Cette réalité tend également à reléguer la considération climatique au second plan.

Si l'on compare les cas allemand et américain, deux réponses bien différentes ont été choisies. L'Allemagne développe massivement des capacités renouvelables et persiste à utiliser le charbon, là où les États-Unis capitalisent sur le gaz fût-il de schiste.

L'Allemagne inonde le marché européen d'énergies à bas coûts, subventionnées. Mais pour combien de temps encore ce modèle sera-t-il acceptable? Les débats politiques dans ce pays autour de la date de la sortie du charbon montrent combien il est difficile dans les grandes économies de prendre des orientations radicales. La situation est

identique dans le domaine de la mobilité. Le poids de l'automobile dans l'économie et la société allemandes est tel que toute inflexion doit être durement analysée et négociée avec les constructeurs et les syndicats. Par chance, l'Allemagne souhaite garder ses parts de marché en Chine, ce qui la pousse en matière de mobilité à accélérer le mouvement.

De leur côté et malgré le soutien de Donald Trump à l'industrie du charbon, les États-Unis se tournent résolument vers un mix renouvelable et gaz. S'il venait à pousser le développement des véhicules électriques et le Gaz Naturel Véhicule (GNV) pour la mobilité des camions et navires de commerce, ce pays pourrait réduire de manière significative ses émissions de gaz à effet de serre et améliorer sa performance écologique, malgré son retrait de l'Accord de Paris.

Le développement des énergies renouvelables

Malheureusement, la montée en puissance des énergies renouvelables se heurte aux caractéristiques mêmes des moyens de production correspondants. Ceux-ci sont en effet répartis spatialement et à densité thermique ou électrique modérée. En d'autres termes, il faut de nombreuses sources individuelles pour assurer la même capacité de production qu'avec des énergies d'origine nucléaire ou fossile. En équivalence, une centrale électrique de 1 000 MW équivaut à une capacité installée de 3 000 MW d'éoliennes terrestres soit 1 000 éoliennes de 3 MW chacune. Il faut également renforcer les infrastructures, gérer les intermittences et les fluctuations. On le voit, les énergies renouvelables sont plus adaptées aux besoins faiblement ou moyennement intensifs et dans les économies ouvertes, elles se heurtent par ailleurs aux problématiques d'acceptabilité locale.

Souci de préserver la compétitivité industrielle et spécificités des énergies renouvelables, telles sont les raisons de cette transition en demi-teinte qui, si l'on en croit les prévisions des meilleurs spécialistes, ne permettra pas de tenir les objectifs fixés au

moment de la COP21. Car si ces prévisions montrent une diminution progressive de la part relative des énergies fossiles, en valeur absolue, leur consommation ne diminuera pas dans les quarante années à venir.

À la lumière des projections, et même en se montrant plus optimiste que l'Agence internationale de l'énergie sur le taux de pénétration des énergies renouvelables, le constat est implacable : si l'on ne change pas de logique, la montée en puissance de ces dernières ne sera pas suffisante pour atteindre les objectifs fixés en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Il est donc urgent, tout en continuant de développer les énergies renouvelables électriques, de réhabiliter les solutions les moins déstabilisatrices à l'échelle des sociétés concernées et de privilégier partout où cela est possible l'utilisation des énergies naturellement disponibles. À ce titre, le gaz constitue une énergie qu'il ne faut pas écarter trop vite.

Le gaz au service de la responsabilité environnementale : une énergie accélératrice de la transition écologique

S'il est une source d'énergie qui répond bien à l'ensemble du champ de besoins et de contraintes issus de cette analyse, c'est bien le gaz.

Le gaz est l'exemple même de ces énergies naturellement responsables dans les économies modernes. Il peut être par exemple directement produit par la macération des déchets, qu'ils soient agricoles ou ménagers (biogaz). Ne rien en faire constitue donc une externalité négative de nos sociétés alors que canaliser sa production et utiliser le gaz ainsi produit permettra de préserver les ressources naturelles, d'utiliser les infrastructures existantes et de penser l'énergie dans des modèles économiques circulaires.

Le gaz naturel est certes une énergie dite «fossile», mais c'est l'énergie fossile la moins émettrice de gaz à effet de serre (de 30 à 50 % moins polluante que le charbon ou l'essence). C'est aussi une énergie qui ne produit que très peu de particules fines. C'est en particulier en utilisant le gaz, y compris dans la mobilité, que les grandes villes japonaises ont réussi à sortir des pollutions aux particules fines des années 1980.

Des infrastructures puissantes

Le gaz et ses infrastructures sont largement développés dans tous les pays d'Europe. Les terminaux GNL et les interconnexions ont fait l'objet de programmes d'investissements significatifs. Alors que l'énergie nucléaire ou le charbon suscitent d'importantes controverses en raison de leurs externalités négatives, le gaz naturel fait l'objet d'un consensus. Il s'agit donc d'une énergie qui peut se déployer rapidement à des coûts raisonnables et assurer l'essentiel de nos besoins énergétiques.

Une grande modernité

Le biogaz ou le méthane de synthèse sont des éléments clés de l'économie circulaire et de l'équilibre futur des systèmes énergétiques et électriques. Les procédés de méthanisation (fabrication de méthane à partir de déchets) et de méthanation (fabrication de méthane par combinaison de CO₂ avec de l'hydrogène) sont des procédés prometteurs qui inscrivent le gaz dans une logique vertueuse et qui rendent les infrastructures gazières doublement attractives : elles transportent le gaz, mais elles autorisent également à l'échelle nationale le stockage des biogaz et gaz de synthèse. Elles font enfin «le pont» entre les différentes énergies.

Le gaz est ainsi porteur d'innovation, de simplicité et d'économie tant pour les particuliers que pour les industriels.

Le gaz répond donc en termes d'éco-compétitivité aux questions centrales que pose la transition énergétique et climatique

Nous l'avons dit, l'évolution des systèmes énergétiques n'est pas qu'une question technique, elle est avant tout une question d'équilibre économique.

Mais l'équation est compliquée, car les situations de départ sont très différentes.

- Comment comparer les coûts des moyens de production déjà amortis avec celui de nouvelles installations?
- Comment comparer des systèmes hautement subventionnés comme peuvent l'être certaines productions d'origine renouvelable à des productions qui ne le sont pas?
- Comment positionner la taxe carbone?
- Comment raisonner en coût global de possession quand il faut, en complément des moyens de production, penser aux moyens de transmission, aux infrastructures de dispatching et d'équilibrage, aux moyens de stockage?..

On le voit, parce que les infrastructures sont déjà largement présentes, parce qu'il est possible de le produire de manière écologique, parce qu'il produit moins de gaz à effet de serre que les autres énergies fossiles, le gaz répond aux équations de la transition énergétique.

Les États-Unis, la Chine, les pays du Golfe, la Russie, mais aussi l'Australie ont largement investi dans le gaz, soit en production, soit en infrastructures de transport et de distribution. Ils installent des unités de production électriques de toutes tailles avec des technologies nouvelles là où cela est nécessaire en complément des énergies renouvelables et des énergies nucléaires. Car le gaz a cela de pratique que sa nature permet d'installer toute une gamme d'unités de production sans difficulté et sans surcoûts.

Le panorama rapidement dressé plus haut atteste de la place importante qu'occupe le

Énergie : le mieux est l'ennemi du bien !

gaz naturel dans les bouquets énergétiques. C'est même une constante pour les pays qui ne comptent pas exclusivement sur le nucléaire et qui entendent se passer du charbon pour atteindre leurs objectifs environnementaux comme l'Angleterre, l'Italie ou l'Espagne.

Malgré une croissance forte des énergies renouvelables, c'est donc aujourd'hui le gaz naturel qui constitue la principale alternative au charbon — c'est la seule énergie qui peut rivaliser avec cette source particulièrement polluante — qu'il faudrait promouvoir dans le cadre d'un large consensus international.

Car, si rien n'est fait, le charbon restera — comme le montre le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie — une des sources d'énergie principales dans le mix énergétique mondial, avec une demande globale qui devrait même rester stable d'ici 2023 (voir Agence internationale de l'énergie, Market Report Series : Coal 2018).

Dans ce contexte : des priorités concrètes pour inverser la tendance

On le voit, les raisonnements systémiques liés aux énergies sont complexes et suscitent le combat de nombreuses parties prenantes qu'il est parfois difficile de réconcilier.

Alors, comment inverser la tendance? Accordons-nous simplement sur le fait que, pour s'approcher des objectifs de l'Accord de Paris, il faudrait peut-être simplement, en complément des comportements permettant de limiter les consommations énergétiques, se fixer deux priorités et arrêter d'opposer les énergies entre elles.

- Réduire de moitié l'utilisation du charbon pour les besoins électriques d'ici 10 ans et le supprimer à horizon de 20 ans.
- Diviser par deux la consommation de produits pétroliers pour la mobilité d'ici dix ans.
- Dans l'intervalle, privilégier toute solution de substitution faisant appel aux

énergies naturellement disponibles, notamment à l'échelle locale.

Pourquoi faudrait-il remplacer impérativement le charbon alors que celui-ci constitue la source d'énergie primaire la moins chère et la plus abondante? Simplement parce que son bilan carbone et particules fines est catastrophique et parce qu'il constitue encore la plus importante ressource énergétique utilisée.

Pourquoi limiter les produits pétroliers pour la mobilité? Simplement parce qu'ils constituent une source de nuisance extrême et que la mobilité peut bénéficier de sources d'énergies alternatives adaptées tant aux besoins économiques auxquels elle doit répondre qu'aux contraintes environnementales.

À titre d'exemple, mais sans exhaustivité, car à ce stade toutes les bonnes solutions doivent être privilégiées :

- Le GNL constitue une très bonne solution pour réduire les émissions de gaz à effet de serre pour les transports maritimes.
- L'électricité, mais aussi le biogaz et les propulsions hybrides constituent des solutions efficaces face aux enjeux de la transition écologique. En la matière, la diversification des solutions permet également un meilleur accompagnement économique.
- Le GNV, GNL ou l'hydrogène, mais également les nouveaux diesels dès lors que les longues distances sont à privilégier constituent le socle des énergies du futur pour nos chaînes logistiques terrestres.

Il n'est plus temps d'attendre et chacun doit comprendre que la solution au réchauffement climatique n'est pas bien posée quand elle consiste à exclure les énergies fossiles de façon indifférenciée. Dans les situations d'urgence, il faut prendre des mesures d'urgence simples et adaptées.

C'est d'ailleurs ce qu'ont fait certaines de nos majors en abandonnant leurs centrales à charbon ou en décidant de les convertir au gaz naturel. Ces décisions doivent être

généralisées, leur accompagnement incité et déployé à tous les niveaux.

Dans ce contexte, l'Europe doit engager une indispensable harmonisation

L'Europe est le creuset naturel de notre économie. C'est dans son cadre qu'ont été établies les règles, les modes de fonctionnement et les principes de sécurité d'approvisionnement énergétique communs.

À ce titre, les investissements réalisés depuis quelques années dans le domaine des interconnexions électriques ou gazières et en matière de terminaux de GNL participent grandement à la construction de cet équilibre en matière de sécurité d'approvisionnement.

Diversifions nos sources d'approvisionnement d'énergie pour une plus grande résilience, mais ne perdons pas notre temps et notre argent à courir après un train que nous n'attraperons jamais, celui du *leadership* industriel sur telle ou telle technologie. Le train est passé. Ne grevons pas notre compétitivité-prix par des choix certes intéressants, mais qui ne répondent pas à nos caractéristiques.

Le modèle des pays du nord de l'Europe est pour beaucoup attractif sur le plan énergétique, il s'appuie cependant sur des ressources particulièrement abondantes (eau, vent) et alimente une société tournée vers les services et hautement qualifiée et largement employée. Il n'est donc pas applicable à tous.

Pour les pays d'Europe continentale, la solution énergétique doit avant tout viser la compétitivité, car la problématique principale est ici une problématique de stabilité sociale, le tout bien évidemment dans un contexte environnemental contraint.

Ne nous cachons pas derrière les mots : même en faisant partie des pays économiquement les plus développés au monde, les pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale dont la

France doivent s'adapter pour renouer avec, non pas la croissance, mais l'emploi et pour cela se doter du « haut de gamme ». Autrement dit, nos pays doivent développer les énergies du futur, mais aussi fonder leur industrie sur des solutions privilégiant la compétitivité-prix, tout en les inscrivant dans une logique de bilan environnemental positif. Les technologies dont nous avons parlé plus haut le permettent aujourd'hui.

Capitaliser sur nos forces et permettre tous les usages écoresponsables

Les enjeux énergétiques sont aussi des enjeux stratégiques.

Alors, capitalisons sur les atouts principaux de la France et de l'Europe en la matière, leurs grands groupes — facteurs d'autonomie énergétique pour le continent —, leurs infrastructures, leur capacité d'innovation et leur pouvoir d'« *Advocacy* ».

Tirons parti de nos infrastructures exceptionnelles, innovons autour de celles-ci pour viser le bilan carbone minimal dans une logique d'économie circulaire et battons-nous pour imposer des taxes carbone anti charbon et anti mobilité pétrole à l'échelle internationale!

Enfin, arrêtons nos querelles internes sur la place du nucléaire, le rôle incontournable des renouvelables, la fragilité du gaz pour trouver des solutions de remplacement au charbon, au fioul lourd et au carburant pétrole pour la mobilité. Le seul combat qui vaille la peine est celui de la réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre et de particules dans un contexte acceptable pour notre société.

Dans une logique d'amélioration continue et de renforcement des logiques de partenariat en Europe, ouvrons la porte par le soutien ad hoc aux filières de mobilité électrique et hybrides et au gaz (GNV et GNL). Ces voies ont été empruntées par d'autres en Europe, mais, pour peser, il faut accélérer

l'infrastructure de soutien de ce mix énergétique. Cela passe bien évidemment par une homogénéisation des politiques énergétiques nationales à l'échelle européenne. Comment peut-on en effet développer l'usage du gaz dans la mobilité si l'un des pays européens ne facilite pas l'implantation des stations correspondantes et ne soutient pas le développement de la production des biogaz !

Pour la France : rester à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique et déployer des solutions pragmatiques applicables partout

La France a réussi avec la COP21 puis le One Planet Summit un véritable coup de maître. La transition écologique est enfin dans les agendas des grands de ce monde. Comme à son habitude, notre pays porte haut et fort les messages qui doivent réunir les peuples, mais ne nous laissons pas bercer par les messages et la communication. Portons aussi des solutions opérationnelles et agissons sur des leviers simples. Nous avons su le faire à l'échelle de nos régions, faisons-le dans les organismes internationaux et dans les sphères financières.

À l'échelle de notre pays, la question de la centralisation et de la décentralisation des ressources énergétiques se pose. Les infrastructures sont au cœur de cette problématique.

En outre, la diversité que génère le développement des énergies renouvelables engendre un besoin d'équilibrage, de gestion optimisée des réseaux et de solutions de stockage qui questionne les modèles de la régulation. Mais nous y sommes prêts.

Alors n'hésitons pas à renforcer nos infrastructures, elles sont résolument au service des territoires, du pays et de l'Europe.

En matière de politique énergétique, face aux enjeux actuels, le mieux est aujourd'hui l'ennemi du bien.